



Un nouveau sondage d'opinion mondial révèle un soutien écrasant des électeurs aux politiques visant à contrer la fraude fiscale des multinationales

Geplaatst op maandag 17 juni 2013 | 

 SHARE

Un nouveau sondage d'opinion mondial révèle un soutien écrasant des électeurs aux politiques visant à contrer la fraude fiscale des multinationales.

On attend du G-8 qu'il s'engage envers de nouvelles normes fiscales

Bruxelles, le 14 juin 2013 (CSI en ligne): Quatre-vingt-cinq pour cent des électeurs dans 13 pays, notamment six économies du G-8, appuient des politiques visant à empêcher les grandes entreprises et les multinationales d'échapper à l'impôt, selon un nouveau sondage d'opinion publié par la Confédération syndicale internationale (CSI) en vue du Sommet du G-8, qui se tiendra à Lough Erne (Irlande du Nord).

Le Royaume-Uni se classe parmi les premiers pays du G-8 sondés pour mesurer le soutien des électeurs à des mesures visant à contrer les paradis fiscaux, où 96% des électeurs appuient ces politiques, suivis de 91% en Allemagne, de 88% au Canada, de 82% en France, de 75% en Russie et de 74% au Japon.

On attend du G-8 qu'il s'engage à œuvrer pour de nouvelles normes mondiales destinées à lutter contre la fraude fiscale, lors de son Sommet qui se tiendra les 17 et 18 juin en Irlande du Nord. Dans la déclaration du groupement Global Unions publiée la veille du Sommet, les syndicats signalent que les engagements doivent être étayés par des éléments concrets dans la mesure où les actions entreprises à ce jour s'avèrent inadéquates.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a indiqué que les membres du G-8, notamment l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie, ne respectent pas les normes établies par le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales.

« Les travailleurs et travailleuses paient le prix de la crise financière avec leurs emplois, alors que les entreprises privent les économies en difficulté des revenus dont elles ont tant besoin.

« L'ampleur de l'évasion fiscale révélée par une série continue de scandales fiscaux concernant des entreprises n'a d'égal que l'injustice à l'égard des travailleurs et des travailleuses ainsi que de leur famille.

« Dans les pays en développement, les économies nationales sont privées des revenus qui pourraient être utilisés pour répondre aux besoins cruciaux, notamment la sécurité alimentaire, la santé, la réduction de la pauvreté et l'éducation », a indiqué Sharan Burrow.

John Evans, secrétaire général de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE et économiste en chef de la CSI, a déclaré que le chômage dans le monde devrait dépasser les 200 millions. Les jeunes femmes et les jeunes hommes sont particulièrement touchés par la crise, dans la mesure où 74 millions de jeunes âgés de moins de 25 ans sont sans emploi dans le monde entier.

« Le ralentissement de l'activité économique pourrait pousser davantage de travailleurs au chômage d'ici 2014.

« Les enjeux sont élevés, dans la mesure où nous sommes confrontés à une crise financière, économique et sociale qui menace de diviser et de briser nos sociétés. Les dirigeants du G-8 doivent agir de toute urgence pour placer l'équité au cœur de nos économies. Contrer les paradis fiscaux est un levier que les dirigeants du G-8 ont entre les mains pour remettre l'équité et l'égalité sur la table », a déclaré John Evans.

Pour lire la déclaration du groupement Global Unions au Sommet du G-8 à Lough Erne, qui comprend les appels du mouvement syndical international à des mesures sur la fiscalité, la transparence dans le secteur de l'extraction et à l'intégration de l'égalité et l'équité dans les

politiques commerciales (en anglais uniquement) <http://www.ituc-csi.org/global-unions-statement-to-the-g8-13373>

Pour de amples informations sur le sondage d'opinion mondial de la CSI 2013, veuillez contacter Gemma Swart: gemma.swart@ituc-csi.org

Suivez-nous sur le web: <http://www.ituc-csi.org> et <http://www.youtube.com/ITUCCSI> .